Bibliographie annotée

Publications et travaux de la
Commission de coopération environnementale :

Les mécanismes de financement et l'environnement en Amérique du Nord

Commerce et Environnement, janvier 2006

Introduction

Cette bibliographie présente des documents réalisés par la CCE, ou pour le compte de la CCE, sur les enjeux actuels entourant les mécanismes de financement et l'environnement. Ces rapports visent à documenter les arguments pour établir la valeur commerciale, la divulgation de renseignements sur l'environnement et les questions relatives à l'investissement. La présente bibliographie donne un aperçu du projet sur « Les mécanismes financiers pour la protection et la conservation de l'environnement » et fournit un lien vers une page Web contenant des renseignements additionnels sur ces enjeux.

Les mécanismes financiers pour la protection et la conservation de l'environnement

http://www.cec.org/programs_projects/trade_environ_econ/project/index.cfm?varlan=francais&projectID=13

Ce projet s'inscrit dans le cadre des travaux antérieurs sur l'examen des liens entre les mécanismes de financement et l'environnement, en mettant l'accent sur les deux questions posées par le Conseil de la CCE lors de sa neuvième session ordinaire : 1) Comment les renseignements relatifs à l'environnement influent-ils sur les marchés financiers? 2) Quelles sont les possibilités d'investissement dans le « secteur » environnemental?

Rapports et autres publications de la CCE

Stratégies visant à réduire le passif environnemental dans les portefeuilles de prêts bancaires –Partie II sur les changements climatiques : Risques relatifs aux prêts bancaires [à venir]

L'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement et son Groupe de travail nord-américain (NATF) ont conclu que le secteur des finances pour l'Amérique du Nord requiert une analyse claire et concise des principaux risques que pose le changement du climat à l'égard des débiteurs. Le groupe a également cherché à mieux comprendre le macro-impact des changements climatiques sur le risque financier et les secteurs spécifiques de la dette qui seraient les plus affectés. Le résultat comprend la partie I de cette étude laquelle porte plus particulièrement sur les prêts et le risque associés au changement du climat. La partie I de l'étude a été commandée par le Groupe de travail nord-américain et cofinancée par la Bank of America et le NATF. Le NATF a également commandé la partie II de l'étude, en collaboration avec la Commission de coopération environnementale (CCE), en vue d'aborder la question des répercussions du passif environnemental éventuel sur des titres d'emprunts spécifiques, et d'examiner les nombreuses stratégies disponibles pour atténuer ces risques. En outre, l'étude recommande des actions qui peuvent être entreprises par les institutions financières en vue de prévoir les incidences du passif environnemental sur leurs titres d'emprunt. La CCE a financé la seconde partie de l'étude.

Une révision de l'état actuel de l'intégration de la recherche environnementale dans la communauté financière traditionnelle en Amérique du Nord (accompagné d'une note et de six annexes). Innovest Strategic Value Advisors. 2005.
Disponible sur demande (en anglais seulement)

Ce rapport expose l'état d'intégration des recherches sur l'environnement dans les évaluations de rentabilité des entreprises et des secteurs commerciaux qu'effectuent les principaux intervenants du milieu financier du Canada, du Mexique et des États-Unis. Il détermine plus précisément si ces intervenants tiennent compte de l'information sur la performance environnementale dans le cadre de telles évaluations et de quelle manière ils procèdent, le cas échéant. Il permet aussi de savoir comment faire pour porter plus efficacement à la connaissance du milieu financier un degré supérieur de performance environnementale de la part d'une entreprise ou d'un secteur.

Le Silence est d'or, de plomb et de cuivre: Divulgation de données environnementales importantes dans les états financiers des sociétés d'exploitation minière en roche dure en Amérique du Nord. Robert Repetto en collaboration avec Environnement Canada. 2004.
http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=francais&ID=1616
Disponible également en anglais et espagnol

L'auteur a passé en revue les exigences en matière de divulgation d'information environnementale dans les états financiers des compagnies d'exploitation minière en roches dures inscrites en bourse au Canada ou aux États-Unis. Il a examiné dix événements de nature environnementale présentant un intérêt sur le plan financier qui ont touché dix compagnies minières de ce secteur, afin de déterminer dans quelle mesure ces compagnies avaient respecté les exigences en vigueur. Il s'agissait des événements suivants : bris de barrage, augmentation des dettes imputables à la réhabilitation de sites, augmentation des exigences de cautionnement et autres changements liés à l'environnement. Le problème principal observé dans les états financiers tient au fait que le rapport de gestion ne traite pas des risques matériels et des

incertitudes dont la direction a connaissance et qui peuvent entraîner une modification de la situation financière de la compagnie et de ses résultats.

Établir la valeur commerciale de la performance environnementale : une perspective nord-américaine. John T. Ganzi, Eric Steedman et Stefan Quenneville, en collaboration avec Environnement Canada. Septembre, 2004.
http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=francais&ID=1618
En anglais seulement
http://www.cec.org/files/PDF/ECONOMY/Linking-Env-Performance_fr.pdf
Résumé (en français)

Le rapport présente à la fois un examen des études actuelles consacrées à la création d'une valeur commerciale et les entrevues qu'on a réalisées auprès d'un petit groupe d'experts reconnus afin de définir les données de base associées à la valeur commerciale, auxquelles viendra s'ajouter l'expérience des experts du domaine. Le rapport a par ailleurs été examiné par des experts du secteur financier, de certaines organisations non gouvernementales et de grandes entreprises. On espère que ce processus d'examen exhaustif, entrepris avec des spécialistes, permettra de mieux comprendre la valeur commerciale que peut créer la performance environnementale, et incitera à cesser de se demander si une telle valeur existe, et à déterminer plutôt dans quels domaines et de quelle façon elle est créée, puis à entreprendre des travaux dans les secteurs pertinents.

Les conclusions du rapport, inspirées de l'examen de la documentation qui traite de la création d'une valeur commerciale, présentent une variété d'approches analytiques et conceptuelles, ainsi que des indicateurs de la performance environnementale et du rendement financier. Une telle approche des études réalisées ne permet pas de tirer des conclusions globales définitives à propos de la valeur commerciale potentiellement créée par la performance environnementale, mais elle fournit néanmoins de précieuses orientations à propos des secteurs dans lesquels il faut déployer davantage d'efforts. En effet, le rapport souligne par exemple la nécessité de créer un cadre conceptuel clair afin d'établir plus systématiquement des liens entre les indicateurs de la performance environnementale et du rendement financier, et de permettre ainsi aux entreprises de tenir compte des données environnementales au moment de prendre des décisions relatives à la gestion, à l'exploitation et aux investissements, et d'expliquer les risques et les avantages de ces décisions à leurs actionnaires du secteur financier.

Une divulgation de l'information environnementale dans les états financiers : Faits récents et nouveaux enjeux. Compte rendu de la réunion du 26 février 2003. Chantal Line Carpentier, Zachary Patterson et Jacob Malthouse en collaboration avec UNEP-FI. Avril, 2003.
http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=francais&ID=1139
En anglais seulement

La réunion qui fait l'objet du présent rapport, tenue le 26 février 2003, a débuté par un examen des conclusions tirées lors de l'atelier précédent et des facteurs qui avaient été mentionnés pour expliquer le peu d'attention porté à l'information environnementale par les principaux acteurs du secteur financier. Cette réunion de février 2003 a été organisée en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement – Initiatives financières (PNUE IF), a reçu l'aimable soutien de PricewaterhouseCoopers LLP ainsi que de la section de l'environnement, de l'énergie et des ressources de l'*American Bar Association* (ABA, Association du Barreau américain), et a été tenue sous les auspices du Groupe HSBC, dans ses bureaux de New York. On y a examiné plus en profondeur les conclusions de l'atelier de mars 2002 en évaluant les obstacles possibles à la divulgation de l'information environnementale dans les états financiers du double point de vue de l'offre et de la demande de renseignements de cette nature.

Divulgation de l'information environnementale dans les états financiers : Bilan et recommandations. Robert Repetto. 2003.
http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=francais&ID=1191
Disponible également en anglais et espagnol

Ce rapport dresse un bilan sommaire de la divulgation de l'information environnementale en Amérique du Nord, relève les lacunes dans les rapports en cette matière ainsi qu'en ce qui a trait à la demande du marché par rapport à la réglementation, suggère des mesures concrètes qui permettraient aux organismes gouvernementaux et les ministères de l'Environnement en Amérique du Nord d'aider les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières à combler ces lacunes. L'une d'elles concerne l'application des règles obligeant à divulguer des informations financières importantes.

Exigences en matière de divulgation des données sur l'environnement contenues dans la réglementation sur les valeurs mobilières et les normes comptables du Canada, du Mexique et des États-Unis. Robert Repetto, Andrew MacSkimming et Gustavo Carvajal Isunza, en vue de la réunion intitulée « Les mécanismes de financement et l'environnement : transparence, divulgation et reddition de comptes sur l'état de l'environnement » tenue à New York le 25 mars 2002.
http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=francais&ID=1169
Disponible également en anglais et espagnol

La théorie qui affirme que les marchés financiers ne possèdent pas réellement une information à laquelle le public n'a donc pas accès est au centre des exigences en matière de divulgation intégrées aux textes des lois américaines, canadiennes et mexicaines sur les valeurs mobilières. Le bon fonctionnement des marchés financiers dépend largement de la divulgation de cette information.

Les mécanismes de financement et l'environnement : transparence, divulgation et reddition de comptes sur l'état de l'environnement. Points saillants de la réunion et mesures de suivi. CCE. 2002.
http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=francais&ID=757
En anglais seulement

Le 25 mars 2002, la Commission de coopération environnementale (CCE) de l'Amérique du Nord a tenu une petite réunion officieuse dont les participants ont discuté à bâtons rompus des mécanismes de financement et de l'environnement. Des représentants de grandes institutions financières et du milieu universitaire, des petits investisseurs, des consultants industriels, des représentants des gouvernements fédéraux du Canada, du Mexique et des États-Unis ainsi qu'un représentant de la Banque mondiale et d'autres participants étaient présents. Cette réunion officieuse a été coprésidée par Gabriel Quadri de la Torre, président de Cespedes, John Ganzi, président de l'Environment and Finance Enterprise, et Scott Vaughan, de la CCE. Les participants ont examiné les incidences des programmes de divulgation obligatoire ou volontaire de données environnementales sur les décisions que prennent les différents acteurs du secteur financier.

Atelier public sur les mécanismes de financement et l'environnement : Modes de financement novateurs du développement durable. Réunion du Comité consultatif public mixte, 9 décembre 2002, Monterrey, Nuevo León, Mexique. Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey (ITESM). CCE. 2002.
http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=francais&ID=972

Disponible également en anglais et espagnol

Le présent document de travail donne un aperçu de certaines des questions pertinentes relatives au lien entre les institutions financières du secteur privé et l'environnement. Il a été préparé en vue de la prochaine réunion du Comité consultatif public mixte (CCPM) de la CCE, qui doit avoir lieu à Monterrey, au Mexique, le 9 décembre 2002. La version intégrale du présent document sera publiée à la fin du mois de janvier 2003. Elle servira de document de référence lors d'une rencontre entre les représentants de la CCE et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), consacrée aux enjeux liés au financement des activités liées à l'environnement. Dans la mesure du possible, les questions soulevées lors de la réunion de décembre du CCPM seront intégrées dans la version intégrale.

Le Mexique et les nouveaux marchés du carbone – Les possibilités d'investissement pour les petites et moyennes entreprises du Mexique et le programme relatif au climat. CCE. 2001.
http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=francais&ID=429
Disponible également en anglais et espagnol

Le présent rapport vise à déterminer les possibilités d'investissement découlant des projets de réduction des émissions de carbone au Mexique. Il importe de mentionner que le Mexique, qui ne figure pas à l'Annexe 1, n'est pas tenu de fixer des objectifs de réduction des émissions de GES. Par ailleurs, compte tenu des liens économiques étroits qui existent entre le Mexique et ses partenaires de l'ALÉNA — le Canada et les États-Unis —, les investissements liés au changement climatique pourraient suivre les modèles existants en matière de commerce et d'investissements internationaux. Le rapport examine les possibilités de réduction des émissions de carbone dans trois secteurs d'activité au Mexique, à savoir : a) la production d'électricité; b) la production d'acier; c) les nouvelles utilisations du sol et la foresterie.

Vous trouverez une liste complète des publications et travaux de la CCE en ligne, à l'adresse :
http://www.cec.org/bibliographies

Pour tout complément d'information sur les mécanismes de financement et l'environnement, veuillez envoyer un courriel à l'adresse : <info@cec.org>.